

**Making
whistleblowing
work**



Paris

4 février 2015

Public Concern **at Work**

PCaW est un organisme caritatif indépendant, fondé en 1993.

Nous:

- fournissons **des conseils confidentiels et gratuits aux lanceurs d'alerte;**
- fournissons **cours de formation aux organisations ;**
- sommes les gardiens de la législation, menons des **campagnes réforme et suivons l'efficacité de la loi en pratique.**

Ligne d'urgence

Jusqu'à ce jour, nous avons conseillé plus de 17 000 lanceurs d'alerte.

Secteurs: santé, soins, conseil municipal, associations caritatives, services financiers

Révélations: malversations financières, la sécurité publique et la sécurité des patients





UNIVERSITY
of
GREENWICH

**public
concern**
at work

the whistleblowing charity

WHISTLEBLOWING: THE INSIDE STORY

A study of the experiences of 1,000 whistleblowers

Mythe 1: les lanceurs d'alerte sont obstinés

- ❑ La majorité des lanceurs d'alerte (44 %) soulève une inquiétude qu'une seule fois et encore 39 % continue de souligner leur préoccupation une seconde fois.
- ❑ Très peu sont persistants - seulement 22 personnes de notre recherche ont essayé de diffuser l'alerte une quatrième fois.

<http://www.pcaw.org.uk/files/Whistleblowing%20-%20the%20inside%20story%20FINAL.pdf>

Mythe 2: Les lanceurs d'alerte font des signalements toujours en externe

- ❑ **83% des signalements sont fait en interne.**
- ❑ **Sondage de YouGov 2013:** la majorité des adultes qui travaillent en Grande Bretagne (8/10) disent s'il avaient une préoccupation relative à la corruption, un fait illégal ou un risque grave au travail ils aborderait avec leurs employeurs.

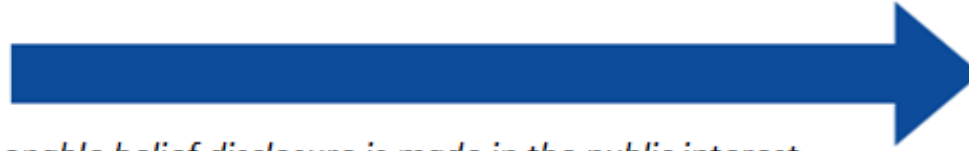
Mythe 3: les lanceurs d'alerte souffrent toujours de représailles

- ❑ 60 % de ceux qui ont appelé notre ligne d'urgence n'ont signalé aucune réponse de la direction (négative ou positive).
- ❑ Parmi les 40% de répondants qui rapportent des représailles, l'action la plus commune est l'action disciplinaire . 15% ont été licenciés
- ❑ YouGov 2013: la majorité des travailleurs britanniques (72 %) considère le terme « whistleblower » d'une façon neutre ou positive

Mythe 4: Les lanceurs d'alertes sont motivés par l'argent

- ❑ 74 % des lanceurs d'alerte disent que rien n'est fait pour traiter l'acte répréhensible. Ils veulent une solution.
- ❑ Les récompenses ne sont pas un substitut à la forte protection juridique. **Il faut renforcer le cadre juridique**- Loi de 1998 sur les révélations touchant à l'intérêt général – the Public Interest Disclosure Act.

The Public Interest Disclosure Act 1998



reasonable belief disclosure is made in the public interest

DISCLOSURE TO EMPLOYER

The information tends to show one or more listed wrongdoings

DISCLOSURE TO A REGULATOR

The information/allegation is believed to be substantially true

PUBLIC DISCLOSURE

The information/allegation is believed to be substantially true

It is reasonable to make the disclosure

The disclosure must not be made for personal gain

There is a valid cause to go wider:

- The worker reasonably fears detriment if disclosure is made to the employer
- There is no prescribed regulator and the worker reasonably fears a cover up
- The worker has already disclosed the information to the employer
- The relevant failure is of an exceptionally serious nature

Lord Nolan's praise for 'so skilfully achieving the essential but delicate balance between the public interest and the interest of the employers'.

Échecs ou réformes possibles

- La transparence, le rôle et la surveillance des **organes réglementaires**
- Une **revue limitée** – Conseil des prud'hommes
- Gagging – les injonctions de silence. Il faut **préciser la législation.**
- Simplification et éclaircissement de la **notion de l'intérêt général**
- Une **charte des lanceurs d'alerte** – pour les employés, les organisations et les organes réglementaires

PDA vs PIDA

❑ Définition d'un acte répréhensible:

- l'utilisation de fonds illégale ou inappropriée
- Un acte ou une omission oppressif ou discriminatoire, une négligence grave ou mauvaise gestion

❑ Aucune exigence de **bonne foi /intérêt général**

❑ L'Immunité – en ce qui concerne la **diffamation et la procédure civile**

❑ **Protection** contre les poursuites pour **violation de confidentialité**

❑ **Protection des stagiaires**

PDA vs PIDA

- ❑ L'action en **droit civil**
- ❑ **Protection d'identité** du lanceur d'alerte
- ❑ **Obligation positive aux organismes publics** de mettre en place **des dispositifs d'alerte**
- ❑ **Les clauses de « gagging »**
- ❑ **Le dédommagement** limité à 5 ans (PDA) vs illimité (PIDA)
- ❑ **Interim relief**



Contact us

Ciara Bottomley
cb@pcaw.org.uk
0203 117 2520

Further information at www.pcaw.org.uk